

Montreuil, le 2 octobre 2024

Sans surprise, à l'occasion de son discours de politique générale, le Premier ministre Barnier a confirmé le coup de force du président Macron contre les revendications qui se sont exprimées depuis des mois dans les mobilisations et dans les urnes.

Poursuite et aggravation de l'austérité : « *Je vous demande d'en faire beaucoup avec peu* ». Le Premier ministre annonce ainsi de nouvelles coupes budgétaires, voire de nouvelles « réformes », dans la continuité de celles qui depuis des années, au nom des économies sur la dépense publique, détruisent les droits des salariés et des agents. Cela tandis que les entreprises bénéficient, entre autres et sans aucune conditionnalité, de largesses fiscales et d'aides publiques (200 milliards d'euros par an) qui alimentent la dette et garantissent des profits records pour les actionnaires (plus de 140 milliards de bénéfice pour les seules entreprises du CAC 40). Et pour M. Barnier, ce seraient encore aux travailleurs de payer !

La réforme Guerini de destruction du statut de fonctionnaire n'est pas enterrée : « *Je souhaite que dans les ministères et chez les opérateurs publics soit engagé un effort de productivité, contractualisé, en responsabilisant chacun des directeurs d'administrations concernées* ».

Alors que l'École est au bord de l'asphyxie, M. Barnier ne compte pas remettre en question la politique de suppressions de postes et les contre-réformes engagées depuis des années. Aucune réponse aux revendications urgentes, sinon qu'il veut poursuivre l'inclusion des élèves en situation de handicap et remédier au « remplacement des professeurs absents »... en faisant appel aux enseignants retraités !

Aucune annonce non plus sur la nécessaire augmentation du point d'indice pour faire face à l'effondrement du pouvoir d'achat des fonctionnaires (-28% depuis 2000).

Quant à l'annonce sur une revalorisation du SMIC de 2 % dès le 1er novembre, cette aumône (27 euros mensuels) était de toute façon prévue au 1er janvier 2025.

Concernant la réforme des retraites Macron-Borne, le Premier ministre propose aux « *partenaires sociaux de réfléchir à des aménagements, raisonnables et justes, de la loi* », balayant d'un revers de main les puissantes mobilisations de 2023. Pour FO, il n'y a pas d'« aménagement » possible : nous revendiquons l'abrogation de cette réforme, car nous sommes opposés, comme l'immense majorité de la population, au recul de l'âge de départ à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisation.

Dans cette situation, les salariés et les personnels sont fondés à se réunir en assemblées générales afin de prendre toutes les initiatives pour bloquer ce gouvernement et faire aboutir leurs revendications urgentes :

- Abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne !
- Création des postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services !
- Augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice !
- Abandon de l'Acte 2 de l'École inclusive, du « choc des savoirs », du SNU, et de toutes les mesures qui détruisent l'École !
- Abandon définitif du projet Guerini de destruction du Statut !